



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1195

01 juillet 2015

- **Marche de solidarité à Ouanaminthe avec les migrants et les apatrides déportés**
- **Marches, le 2 juillet, dans plusieurs villes américaines, contre la politique migratoire dominicaine**
- **Jilap préoccupée par les violences à Port-au-Prince**
- **Lancement d'un Centre de conservation des biens culturels**

>> Marche de solidarité à Ouanaminthe avec les migrants et les apatrides déportés (Correspondance Jéthro-Claudiel Pierre Jeanty)

En solidarité avec les personnes déportées, ces derniers jours, par la République Dominicaine, une foule de fidèles et de nombreux citoyens et citoyennes ont participé, le 30 juin 2015, à Ouanaminthe, à une marche organisée par l'église catholique romaine locale. Vêtus de soutanes, le drapeau national en main, au rythme des cantiques évangéliques prônant la paix et l'amour, l'évêque de Fort-Liberté, Quesnel Alphonse, les prêtres de l'église Notre-Dame de l'assomption de Ouanaminthe et de la paroisse Christ-Roi, ont pris la tête du cortège. « Cette marche vise aussi à protester contre les mauvais traitements, infligés aux migrants haïtiens et aux Dominicains d'origine haïtienne », précise l'évêque, exhortant les autorités dominicaines à traiter les Haïtiens avec dignité. La foule a parcouru la route nationale 6, en passant devant le consulat dominicain à Ouanaminthe, où l'évêque a lu un message en espagnol, avant d'aboutir à la frontière de Ouanaminthe. Des vieillards et des enfants ont été remarqués. « Par les déportations massives d'Haïtiens de son territoire, le gouvernement dominicain ne fait que couper la branche sur laquelle il est assis », déclare l'homme d'église, qui considère que l'apport des migrants haïtiens contribue au développement de la république voisine. Voulant s'assurer que les Dominicains comprennent ce message, l'évêque a fait traduire ses propos en espagnol. Il a souligné combien les champs des Dominicains sont fructifiés grâce à la force de travail des ressortissants haïtiens. Les organisations de défense des droits humains, dont le Service jésuite aux migrants/Solidarite fwontalye

(Sjm/Sfw), Rezo fwontalye Jano Siksè (Rfjs), ont aussi été représentées. Des autorités locales ont rejoint les marcheurs. « Frères et sœurs, qui sont allés en quête d'une vie meilleure en République Dominicaine, malheureusement qui n'ont pas eu les documents légaux, Dominicains d'origine haïtienne dénationalisés, nous sommes avec vous. Vous n'êtes pas abandonnés », a déclaré l'évêque Quesnel Alphonse sur le pont, liant les deux villes frontalières, au-dessus de la rivière Massacre, Ouanaminthe (côté haïtien) et Dajabón (côté dominicain). Alphonse appelle les chrétiens catholiques romains, des provinces de Dajabón et Monte Cristi, à se solidariser avec les migrants haïtiens, comme le pape François l'a demandé aux évêques dominicains. L'évêque haïtien demande, en même temps, de repousser le délai du 6 juillet 2015, qui serait accordé par les autorités dominicaines à celles et ceux qui voudraient partir volontairement, avec la garantie qu'il n'y aura pas de rapatriement à ce moment-là. Quesnel Alphonse a déposé, symboliquement, une paire de bottes en caoutchouc, de couleur noire, et une paire de sandales, utilisées généralement dans les plantations de riz, avant de les remettre au coordonnateur de l'organisation travaillant sur la frontière, Centro Puente (Centre pont), Arcadio Sosa. Le militant des droits humains a, pour sa part, exhorté le gouvernement dominicain à ne pas envoyer en Haïti les apatrides, que la Cour constitutionnelle dominicaine a créé par son arrêt 168-13 en date du 23 septembre 2013.

>> Marches, le 2 juillet, dans plusieurs villes américaines, contre la politique migratoire dominicaine

La diaspora haïtienne de plusieurs villes des États-Unis, dont Philadelphie, marchera, simultanément le 2 juillet 2015, dans la perspective de protester contre le « nettoyage ethnique de masse » et la déportation, par la République Dominicaine, d'Haïtiens et de Dominicains d'origine haïtienne. « La diaspora haïtienne et le monde

sont debout en solidarité avec les 250 mille Haïtiens et Dominicains d'origine haïtienne, qui ont été dépouillés de leur citoyenneté et qui sont en danger d'être expulsés », fait savoir une note des organisateurs de ces marches. Ces villes se lèveront pour la justice et pour l'humanité, affirment les organisateurs. A

Philadelphie, la marche débutera à 15 heures locales, devant la mairie, et se terminera à 18 heures dans la périphérie de Liberty Bell, un monument emblématique de la ville. La communauté internationale ne doit pas rester les bras croisés face à la politique migratoire de la République Dominicaine, semblable à du nettoyage ethnique, soutiennent les organisateurs. Ils exigent que la République Dominicaine renverse la révocation rétroactive de la citoyenneté de ces citoyennes et citoyens. Cette initiative survient, quelques jours après l'arrivée massive de plusieurs milliers d'Haïtiens et de Dominicains d'ascendance haïtienne dans le pays. Bon nombre d'entre eux craignent de subir des violences à l'expiration d'un plan de régularisation du gouvernement dominicain. La communauté haïtienne de Philadelphie

compte rejoindre les communautés haïtiennes de New York, Miami, Atlanta, entre autres, en vue d'attirer l'attention sur ces rapatriements informels, qui ont lieu dans des conditions difficiles. Une bonne partie de ces personnes qui fuient le territoire voisin d'Haïti y sont nées. Reconnues de nationalité dominicaine, elles ont été déchues de leur nationalité par l'arrêt TC 168-13, appliquée, par la suite, avec effet rétroactif jusqu'en 1929, une période qui couvre 4 générations. Les autorités d'Haïti ont alerté la communauté internationale sur le risque de crise humanitaire, avec la déportation voilée des Dominicains d'ascendance haïtienne dans le pays, qualifiée par le gouvernement dominicain de « retour volontaire » d'Haïtiens dans leur pays.

>> Jilap préoccupée par les violences à Port-au-Prince

La commission épiscopale Justice et paix (Jilap) de l'église catholique romaine se dit préoccupée par les violences sévissant dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, notamment dans les quartiers populaires. Contrôlés généralement par des gangs, souvent à la solde de politiciens et des autorités du gouvernement, les quartiers populaires comme Cité soleil (périphérie nord) sont la scène de violences meurtrières, dénonce le coordonnateur national de l'observation à Jilap, Rovelson Apollon. Selon son analyse, un secteur mafieux alimente les violences dans les quartiers populaires en distribuant des armes illégales à des gangs. Une recrudescence de la violence est observée à l'approche des élections de 2015. Depuis ce week-end, une vive tension règne à Cité Soleil. Un affrontement entre gangs armés rivaux, établis dans cette commune, a fait 4 morts et plusieurs blessés dans les quartiers Simon et Pelé. Un puissant chef de gang de Cité Soleil, connu sous le pseudonyme de " Te Quiero" a été tué, le 14 juin 2015, lors d'échanges de tirs avec une patrouille de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Le chef de gang recherché aurait refusé de se soumettre à une fouille d'une patrouille, avait fait savoir la Police

nationale d'Haïti. En représailles, le commissariat de police de Cité Soleil a été attaqué par des individus non identifiés. Un véhicule, garé devant le commissariat, et un transformateur électrique ont été endommagés. Le contrôle des quartiers populaires est toujours difficile pour la police, qui n'a pas les moyens de sa politique, déplore Apollon, condamnant l'absence de l'État à Cité Soleil, où des bandits sèment la terreur et attaquent de paisibles citoyens pour les dépouiller de leurs biens. La cause de ces violences réside dans l'absence de valorisation, par l'État haïtien, des actions positives entreprises par des jeunes des quartiers populaires, estime Louino Robillard, co-fondateur et volontaire d'un mouvement social dénommé, Konbit Solèy Leve. « Les jeunes, qui ne sont pas militants politiques, n'ont pas la grâce des autorités. Ce sont plutôt les politiciens et les jeunes armés qui sont vus comme leaders », fustige-t-il, appelant les responsables à donner plus de place aux leaders communautaires pour changer l'image de Cité Soleil. Ces jeunes sont manipulés par les secteurs économiques et politiques, indique-t-il, profitant pour dénoncer la négligence de l'État pour rétablir la paix dans le pays.

>> Lancement d'un Centre de conservation des biens culturels

Le ministère haïtien de la culture et l'Université privée Quisqueya (Uniq) ont procédé à l'inauguration, le 29 juin 2015, d'un Centre de conservation des biens culturels, lors d'une cérémonie au campus de l'institution universitaire, au haut de Turgeau (quartier sud-est de la capitale). La mission du Centre, construit sur le campus de l'Uniq, est, entre autres, de protéger, de promouvoir et de sauvegarder des biens culturels. Il est construit dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de la culture, l'Université Quisqueya, le

Groupe Imaginescence (institution de recherche et de développement) et Smithsonian Institute des États-Unis d'Amérique. Le gouvernement haïtien apportera un montant de 2 millions de gourdes sur une année pour aider à rendre le Centre opérationnel. Cette nouvelle institution « laisse augurer un avenir prometteur, quant à la préservation des actifs culturels, qui enrichissent et modèlent l'identité nationale », espère la ministre de la culture Dithny Joan Raton.

A lire également :

- Haïti fait appel aux instances internationales face à la crise humanitaire causée par les rapatriements massifs de la RD (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18409>);
- Haïti-RD : Transférer le dossier des déportations au niveau international, suggère le Collectif 4 décembre au gouvernement (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18424>);
- Les fabuleux voyages de Michel Martelly aux frais de la princesse (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18415>);
- Justice/Jacmel : L'étudiant Wesnel Jeudy dépose une plainte contre l'ancien sénateur Joseph Lambert, pour tentative d'assassinat (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18411>).